

QUESTIONNAIRE

Nom, prénom, date de naissance, origine sociale, milieu familial, ville et région d'activité à l'époque, scolarité et formation professionnelle. Pays ou région d'origine pour les militant.e.s étrangers/immigrés. Statut au moment de l'adhésion à la LMR : célibataire, marié.e ou en couple, enfant(s). Parcours professionnel et situation actuelle (en quelques mots).

Claude Calame, 10.09.1943, né à Lausanne, père fondé de pouvoir dans une fiduciaire, mère secrétaire puis femme au foyer. Formation : Collège classique cantonal, Gymnase, Université (Lettres - latin/grec et philo). De fin 1966 à 1974, élaboration de ma thèse en histoire et anthropologie de la poésie et de la religion grecques (soutenue et publiée en 1977) à la faveur d'une bourse d'études à l'Université d'Urbino où je suis retourné de 1971-1974 comme chargé de cours, puis wissenschaftlicher Assistent à l'Université d'Hambourg en 1968, doctorant à Paris (EPHE, 5^e et 6^e Sections) en 1969, puis à University College à Londres en 1970. Puis maître secondaire au Collège de Béthusy (Lausanne) de 1975 à 1984. De cette année à 2003, professeur ordinaire de langue et littérature grecques à l'Université de Lausanne. En 1992, visiting scholar à Harvard University ; en 1997, membre de l'Institute for Advanced Study ; en 1998, visting professor à Yale University. Dès 2001 et jusqu'à nos jours directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (l'ancienne 6^e Section de l'EPHE) à Paris.

AVANT TON ADHESION A LA LMR

Après ma licence en 1966, j'ai reçu une bourse d'études pour l'Université d'Urbino, où j'ai travaillé sur la poésie grecque. Cela a été un tournant culturel et politique décisif : j'étais confronté aussi bien à une autre culture académique, marquée par un premier développement des sciences sociales et humaines, qu'une autre culture politique, animée en particulier par le PCI et par d'importantes luttes syndicales. J'ai vécu mai 1968 dès mars en Allemagne, où j'étais assistant à l'Université de Hambourg. Autant la révolte étudiante que les interventions policières m'ont beaucoup marqué de même d'ailleurs que la confrontation entre les deux Allemagnes à l'occasion de deux séjours à Berlin puis en DDR : une alternative au capitalisme consumériste imposé à l'Allemagne de l'Ouest par l'intermédiaire du plan Marshall. J'ai toujours eu du respect pour le travail de reconstruction accompli en DDR en dépit des contrôles répressifs.

Ensuite, je suis retourné à Urbino comme chargé de cours dans les années d'après 1968, ce qui a été déterminant pour moi, tant du point de vue culturel et politique qu'académique. Je préparais une thèse sur des poèmes choraux chantés, dans la Sparte préclassique, par des jeunes filles à l'occasion de rituels à fonction initiatique et par conséquent sociale (dans la perspective d'une « anthropologie historique du monde grec », comme on dirait aujourd'hui). Je suis revenu à Lausanne en 1974 seulement. Entre-temps, j'avais obtenu, en 1969, une bourse du Fonds national pour Paris. Là, j'ai eu des contacts indirects avec des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire, et de groupes maoïstes - sans m'associer à un mouvement précis. Nous nous sentions concernés par les débats avec Alain Badiou et Etienne Balibar sous la houlette de Louis Althusser... : le marxisme de l'ENS ! Déterminant a aussi été l'engagement dans un comité de soutien aux victimes du régime des colonels en Grèce (1967-1974) : le soutien américain dont disposait ce régime autoritaire était significatif d'une constante de la politique de contrôle économique, culturel et militaire conduite par les Etats-Unis aussi bien en Europe qu'en Amérique latine ; cette politique impérialiste perdue jusqu'à nos jours...

Si je remonte plus haut il me semble qu'un engagement passager, comme adolescent, dans les Jeunes Protestants m'a rendu sensible à un idéal égalitaire que l'école de recrues, paradoxalement, n'a fait que confirmer : sortir du monde universitaire pour des pratiques et des liens qui ne tiennent compte ni des différences sociales et ni des hiérarchies économiques.

TOI AU SEIN DE L'ORGANISATION

En 1974, à mon retour à Lausanne, j'ai occupé un poste de maître secondaire au Collège de Béthusy. Je suis entré en contact avec la LMR par l'intermédiaire de « La Brèche ». Autant du point de vue de l'actualité internationale que de la politique helvète, j'y trouvais matière à réflexion – en parallèle d'ailleurs avec « Tout va bien », un mensuel devenu hebdomadaire, plus sensible aux actions de ce que nous appellerions désormais « les mouvements sociaux » ou « la société civile ». Du point de vue de l'engagement pratique, je me suis d'emblée inscrit au syndicat VPOD (devenu le SSP) dont je suis toujours membre d'ailleurs, et j'ai milité au sein du groupe enseignant, pour passer ensuite dans le groupe Université.

Ce qui a toujours été essentiel pour moi, c'est de disposer (notamment via la lecture de « La Brèche », en dépit de ses articles parfois bien compacts ...) d'une réflexion théorique qui me permette d'animer l'action, la pratique militante. J'assistais aux meetings organisés par la LMR. C'est à cause du manque de temps, notamment par l'engagement syndical à la VPOD que je n'ai pas formellement adhéré à la LMR. Mais, comme j'avais un salaire convenable, je la soutenais financièrement, sans pour autant payer des « cotisations ». Du point de vue du statut, j'en étais un sympathisant.

Ces différentes lectures m'ont donné envie de mieux connaître la Chine populaire. J'y ai fait des voyages d'études, le premier en 1973, un second en 1981, avec une première incursion individuelle de puis Hong Kong au retour d'un travail anthropologique de terrain en Papouasie-Nouvelle Guinée fin 1983. La confrontation avec cette forme de communisme pratique m'a fortement impressionné. Même avec un regard critique, la réalité que j'y ai côtoyée était bien plus positive que ce qu'en racontaient les anticommunistes primaires infestant Parlement et Conseil Fédéral. J'étais auparavant passé par l'Inde et le contraste était immense, du point de vue des conditions matérielles et sociales de survie. J'ai été frappé en particulier par le fait que quand on sortait de ces grandes villes chinoises, on ne voyait pas de bidonvilles – dans les villes comme dans les villages était très simple, mais l'hygiène élémentaire et la scolarisation universelle semblaient assurer à toutes et à tous des conditions de vie dignes. Il en va bien autrement dans la Shanghai et dans le Pékin reparcourus en 2013 à l'occasion de séminaires à l'Université Fudan et à l'Université de Pékin : tous les inégalités provoquées par un capitalisme débridé, mais sans que l'étau policier se soit desserré, et toutes les absurdités urbanistiques du modèle américain.

De retour à Lausanne, j'avais gardé des contacts politiques avec l'Italie, notamment via une association dénommée « Soccorso Rosso ». Elle avait été fondée par Franca Rame et Dario Fo. On nous mettait en contact avec des jeunes qui avaient été inculpés d'appartenance aux Brigades rouges, et qui étaient gardés en prison sans le moindre procès, isolés, etc. On leur écrivait, on leur envoyait de temps en temps des livres. J'ai poursuivi ces contacts de retour en Suisse. Cela m'a valu, sur les fiches de la police fédérale, l'étoile signalant le terroriste ... En effet mes contacts avec le Soccorso Rosso ont été l'une des raisons pour lesquelles j'ai été surveillé et fiché par la police fédérale. En découvrant mes fiches, j'y ai trouvé des côtés dérisoires ! Ils contrôlaient mon courrier, mon téléphone, même ma correspondance avec la maison d'édition qui publiait ma thèse sur la littérature grecque (!!!), mes déplacements. Ma présence aux meetings aux 22 Cantons était notée. Apparemment, je les ai parfois semés, car je me déplaçais à vélo... que je continue à faire. Malgré mon dossier à la police fédérale, je n'ai pas subi d'interdiction professionnelle et je n'ai apparemment pas rencontré de problème pour ma nomination à l'Université de Lausanne.

L'étude des manifestations de la culture grecque ancienne nécessite une approche d'ordre anthropologique. Elle consiste à considérer une culture différente pour ce qu'elle est, sans projeter sur les autres sa propre image. C'est le fondement de la relation avec l'étranger, avec le différent.

Du coup, à mon retour en Suisse, j'ai été sensible à la situation des immigrés – essentiellement italiens et espagnols, souvent des saisonniers, interdits en particulier de regroupement familial et vivant dans des baraquements où les lits étaient loués au prix fort, quand ils n'étaient pas placés sous un glacier en progression. C'était l'époque des initiatives Schwarzenbach, fondées sur la peur de la soi-disant « surpopulation étrangère ».

En tant qu'enseignant, je me suis intéressé aux enfants d'immigrés, aux classes spéciales, à leur intégration. Mais dès 1986, tout à coup les 500'000 immigrés italiens ou espagnols cessèrent de poser problème. Toute la peur de l'autre, soigneusement entretenue par les partis de droite et les autorités politiques s'est focalisée sur des groupes très restreints de requérants d'asile : Congolais, Sri-lankais, puis Kosovars, Kurdes de Turquie ou d'Irak, etc. D'apparence raciste, cette forme de xénophobie n'est animée qu'en surface par la différence ethnique et culturelle ; elle n'a aucun rapport avec le nombre des personnes concernées. Les réactions, parfois violentes, de rejet à l'égard des réfugiés et désormais des migrants sont les mêmes que celles suscitées par Italiens et Espagnols, établis en Suisse sans grand problème. Ce qui est en cause ce n'est pas l'autre en soi, mais notre propre identité que l'on tente d'affirmer au détriment des plus précarisés. C'est la raison de mon engagement dans le mouvement « SOS-Asile » (Vaud) dès sa création en 1986. À ce sujet, j'ai dû publier un ou deux textes dans « La Brèche ».

Un autre sentiment, très diffus, qui a été à l'origine de mon engagement, c'est ma sensibilité à la justice sociale, à l'équilibre et à la cohésion de communautés ouvertes. Je n'ai par contre jamais été un théoricien marxiste. Du point de vue du développement historique, je ne peux m'associer à une perspective à la fois évolutionniste et téléologique. En revanche, sans être un grand lecteur de Marx, j'ai été marqué par sa critique de l'économie capitaliste et, dans un essai récent, j'ai travaillé sur la distinction à mes yeux essentielle entre valeur d'échange et valeur d'usage. C'est plus tard, notamment à l'occasion de deux séjours d'étude aux États-Unis (je me refusais de m'y rendre en touriste) que j'ai pris pleine conscience des méfaits environnementaux et sociaux d'un capitalisme entièrement dévoué à la maximisation des profits (économiques et financiers).

Un autre volet important d'engagement militant pour moi a été l'internationalisme. À mon retour d'Italie en 1974, j'ai souscrit à la Déclaration de Berne. Très pratiquement, cela signifiait verser 2% de son revenu à une association d'aide au Tiers monde. Mais ces associations, telles Helvetas ou Swissaid n'avaient aucun fondement, ni aucune réflexion politique (cela a changé depuis). C'est la raison pour laquelle j'ai cotisé (et je cote toujours encore) à la Centrale sanitaire suisse, car elle s'était engagée contre la guerre au Vietnam et soutenait, du point de vue médical, les peuples en lutte pour leur émancipation économique et politique.

FEMINISME ET MODES DE VIE

De 1976 à 1981, j'ai vécu dans une communauté dans une grande maison à l'Av. de Jaman à Lausanne. C'était un désir de rompre avec le modèle bourgeois du couple aux deux partenaires différenciés et hiérarchisés du point de vue du genre. Le partage des fonctions professionnelles aussi bien que celui des tâches ménagères, indépendamment du sexe, allaient de soi. J'y tiens beaucoup. C'est un des acquis essentiels et durables des mouvements émancipateurs de Mai 1968. Le changement a été radical aussi bien dans l'image et le statut des femmes que dans les relations entre hommes et femmes, même si les remises en cause de l'égalité des sexes sont nombreuses en cette période d'attaques néolibérales au profit d'une oligarchie profondément réactionnaire. Nous formions une communauté composée surtout d'enseignants, sans enfants. Au partage sur le plan pratique (cuisine, loyer, etc.) s'ajoutaient des échanges des hebdomadaires où on discutait des problèmes quotidiens communs, mais aussi de questions politiques au sens large du terme. Nous n'étions néanmoins pas mus par un idéal communautaire d'ordre utopique.

Les relations entre hommes et femmes, dans la LMR des années 1970, puis les mouvements d'extrême gauche en 1980, me paraissent avoir été largement dominées par les hommes. La situation était plus favorable dans le milieu enseignants et à la VPOD – sans doute parce que les femmes actives professionnellement dans l'enseignement étaient de plus en plus nombreuses. En tout cas les interventions, les actions et le pouvoir étaient nettement plus partagés au syndicat des services publics que ce n'était le cas, à mon souvenir, à la LMR puis au PSO.

Dans les années 1990, j'ai fait deux séjours prolongés aux Etats-Unis. J'y ai été confronté à différents mouvements féministes. D'une part on affirmait une spécificité féminine exigeant un entre-soi en somme communautariste ; d'autre part, on revendiquait une égalité entre hommes et femmes passant par l'adoption par les femmes des modèles masculins, y compris les pires : dominateurs, patriarcaux. Sans doute nécessaires d'un point de vue militant dans le contexte des années 80, ces deux tendances m'apparaissaient comme contradictoires. Surtout universitaires, ces mouvements ne tenaient aucun compte de conceptions et de pratiques plus dialectiques des identités de genre et des relations de sexe.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

À quelques reprises j'ai eu l'impression, sans doute non pas de pouvoir vivre la fin du capitalisme à court terme, mais au moins d'assister à une reprise du contrôle politique sur un capitalisme débridé par la libéralisation Reagan-Thatcher. Sans parler vraiment de révolution, j'entrevois au moins une nette réorientation politique et sociale. Par exemple avec le développement du mouvement altermondialiste auquel je me suis associé par l'intermédiaire d'ATTAC (d'abord en Suisse, puis en France où je fais partie du Conseil scientifique de l'association). Je pense en particulier aux grandes manifestations qui ont tenu en échec l'OMC à Seattle en 1999 (même aux USA c'était possible !). L'espoir a été réactivé lors de la crise financière de 2008-2009. Mais au contraire, dans les deux cas, l'échec du capitalisme mondialisé et d'une économie financiarisée a accentué le mouvement de libéralisation, avec pour conséquence que les pays et les individus les plus riches sont devenus de plus en plus riches, et les plus pauvres encore plus pauvres. Dans les années 1970, notre action militante avait des effets positifs, notamment sur le plan syndical. On en voyait les résultats, sur le temps de travail par exemple, ou plus généralement sur l'amélioration des conditions de travail. Animés par la perspective de l'institution d'une forme de socialisme, nous nous battions pour des réformes dont le sens n'avait pas encore été détourné au profit d'une volonté néolibérale destructrice de services publics et sociaux, par privatisations et marchandisation interposées. On n'était pas constamment sur la défensive, comme on l'a été dans les années 1990. Il y avait l'espoir qu'on pourrait aller beaucoup plus loin, qu'il y aurait un changement radical de paradigme.

Dans les années 1970, vu de l'extérieur, dans la perspective du sympathisant, la LMR présentait des côtés doctrinaires et sectaires.

En ce qui concerne la violence révolutionnaire, il m'apparaissait dans les années 1970 que la lutte armée était le seul moyen de libération nationale, surtout au Vietnam, en Amérique latine, le seul moyen de lutter contre l'impérialisme, notamment américain. J'étais plus réticent en ce qui concernait la violence en Europe (Brigades rouges, Bande à Baader), car en Europe de l'Ouest, on n'était pas confronté au contrôle militaire et à la répression policière : des actions pacifiques, dans ce contexte, suffisaient. Les actions violentes des Brigades rouges avaient un côté désespéré. Je pense qu'elles étaient en partie manipulées par des groupes d'extrême-droite, qui avaient des ramifications dans la police, et qui cherchaient à déstabiliser le pays pour instaurer le régime fort, fascisant souhaité par les USA. Il faut se rappeler la peur du communisme qui a toujours animé la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis, et la force que le Parti communiste et les mouvements de gauche avaient alors en Italie.

Il m'est difficile, par exemple, d'adhérer aux différentes violences des intifadas palestiniennes, car les victimes sont civiles ; mais j'en comprends les motivations. C'est le seul moyen qui reste aux Palestiniens pour résister aux discriminations et aux répressions féroces dont ils sont les victimes : voir les bombardements de la bande de Gaza en été 2014. Le peuple palestinien lutte pour sa libération. C'est tout autre chose que le terrorisme islamiste, et les pratiques terroristes en l'occurrence sont le fait des Israéliens, appuyés par les États-Unis.

LE PSO ET LA PROLETARISATION

Au début des années 1980, j'ai adhéré au PSO, où j'ai été actif, participant à des groupes de travail notamment sur la question des immigrés et des demandeurs d'asile. J'ai poursuivi un travail syndical de la base à la VPOD, dans un petit groupe l'Uni dès ma nomination en 1984. Nous avons travaillé en particulier sur le statut du personnel des cafeterie et sur celui des assistant-es.

J'ai fondé un certain espoir quand, en 1980, la LMR est devenue le PSO ; j'y ai adhéré comme membre de plein droit. J'espérais que des représentant-es des mouvements associatifs et de la société civile pourraient s'associer à ses perspectives d'action politique. Je constatais une nette politisation d'un mouvement tel que Swissaid, confronté qu'il était aux conséquences de la mondialisation néo-coloniale et aux plans d'ajustement structurel imposés aux pays les plus défavorisés par le FMI et les autres institutions bancaires contrôlées par les États-Unis et les pays les plus riches. Hélas, à Lausanne le PSO s'est assez vite refermé sur lui-même provoquant en particulier une scission qui a donné lieu à la création de la Gauche anticapitaliste. Je ne me rappelle pas d'un tournant de « prolétarisation » du PSO.

En ce qui concerne la démocratie interne, le fonctionnement d'une démocratie interactionnelle au sein du PSO me paraissait convenir. Mais il y a eu des problèmes de personnes. Les remarquables compétences de CAU étaient soutenue par une personnalité sans doute autoritaire, sinon dominatrice. À deux reprises, des groupes de jeunes militants du PSO, très bien préparés, très actifs sont entrés en conflit avec CAU ; ils ne l'ont pas supporté de ne pouvoir développer leur pensée et leurs actions de manière autonome, d'où la formation de Solidarités-Vaud d'un côté et de la Gauche anticapitaliste de l'autre – pour simplifier. Dès lors le PSO a perdu sa substance. Je me suis trouvé moi-même en porte-à-faux, même si je n'étais pas en situation de conflit avec CAU dont j'apprécie toujours les analyses étayées et clairvoyantes. J'ai donc fini par adhérer à Solidarités où je milite d'ailleurs toujours. « La Brèche » s'est transformée en un magazine nommé « Page 2 », de plus en plus compact et théorique... y compris du point de vue typographique... En parallèle Solidarités publiait un journal plus ouvert, plus diversifié, remplissant davantage mes attentes. Je contribue occasionnellement à sa rédaction. Il reste aujourd'hui de l'ancien mouvement trotskyste des années 1970-80 le site « À l'encontre », intéressant d'ailleurs, mais il n'y a presque plus de militants.

J'ai aussi milité dans le mouvement ATTAC à Lausanne, participant à sa création ; il n'en reste actuellement qu'un groupe très restreint.

Le changement radical de paradigme dont je parlais plus haut me paraît encore plus nécessaire aujourd'hui qu'hier, autant en raison d'une mondialisation économe fondée sur extractivisme et productivisme au profit des pays riches qu'à cause du changement climatique (dont on n'avait tout simplement pas conscience dans les années 1970). Pour rompre avec un capitalisme néo-colonial destructeur des hommes et de leurs milieux, pour assurer la survie, non pas d'une petite minorité, mais de toutes et tous, l'institution d'une forme de socialisme me paraît incontournable. Plus qu'une révolution prolétarienne, je suis partisan de l'idée altermondialiste consistant à limiter fortement la propriété privée (pas forcément à la supprimer complètement) et à s'appuyer sur la démocratie de la société civile. Dans un écosocialisme de solidarité internationale, il s'agirait par exemple de généraliser les principes de l'économie sociale et solidaire.

C'est pourquoi, en plus de mes engagements militants à Paris (LDH pour les migrants, ATTAC pour l'altermondialiste et Ensemble pour la politique interne), je me reconnais dans les principes fondant Solidarités, un mouvement « de gauche anticapitaliste, socialiste, écologiste et féministe ».

Une anecdote ? Je me rappelle maintenant le plaisir que j'ai eu et que j'ai encore à participer à des manifestations, surtout quand elles prennent une forme atypique. Dernièrement, avec les militants du refuge de Saint-Laurent et du mouvement « non aux expulsions » à Lausanne, j'ai participé à la course-manifestation dans les rues de Lausanne. En été 2013, au moment du lancement de la campagne sur le salaire minimum, je me suis associé à un groupe de syndicalistes d'UNIA pour planter une banderole pour le salaire à 4'000 francs... sur un 4'000, le Bishorn en Valais ! Cela n'a pas empêché l'initiative, quelques mois après, d'être balayée...

Je désire que mes réponses puissent être publiées avec l'indication de mon identité : OUI.

Date et lieu : 22.3.16, Lausanne

Interview réalisée à Lausanne par Annik Mahaim, revue et corrigée par Claude Calame le 7.5.16